

IDINVEST PARTNERS PRESENTE LES NOUVEAUX RESULTATS DE SON INDICE « ENVIE D'ENTREPRENDRE »

En partenariat avec Le Figaro, réalisé par Viavoice

Une nouvelle hausse du désir d'entreprendre en France, après celle du premier semestre 2016

Seuls 15 % des Français pensent que les candidats à l'élection présidentielle mettent suffisamment en avant l'entrepreneuriat

Alain Juppé et Emmanuel Macron ressortent comme étant particulièrement crédibles pour porter la voix des entrepreneurs durant la campagne présidentielle

Pour la nouvelle édition de son baromètre « Envie d'Entreprendre », Idinvest Partners en partenariat avec Le Figaro et réalisé par Viavoice, a choisi cette fois d'observer, en parallèle de son indice semestriel qui repose sur l'envie d'entreprendre et le projet concret d'entreprise, la place de l'entrepreneuriat dans la campagne présidentielle.

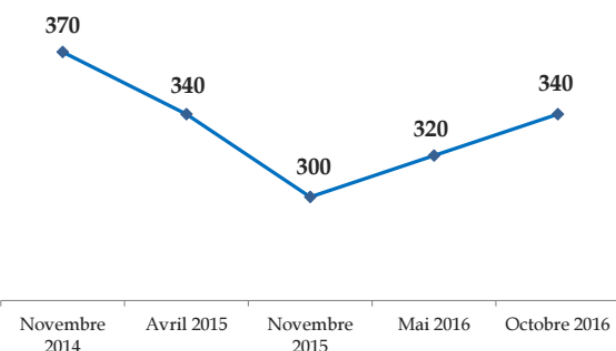
Une nouvelle hausse du désir d'entreprendre en France, après celle du premier semestre

L'indice Idinvest Partners de « l'Envie d'Entreprendre » s'établit à **340**

Cet indice conjugue les deux composantes suivantes :

34 % des Français déclarent avoir « envie d'entreprendre »

10 % des Français déclarent avoir un « projet concret d'entreprise »



L'indice Idinvest Partners « l'Envie d'Entreprendre » enregistre une nouvelle hausse et atteint ainsi 340 en octobre (+20 points). Une évolution d'autant plus significative qu'elle intervient dans un contexte compliqué : si les taux d'intérêts au plus bas peuvent constituer une incitation à créer son entreprise actuellement, les indicateurs économiques appellent dans le même temps à la prudence, puisque la croissance a reculé au second trimestre et que le chômage continue de progresser.

Mais au-delà de ces éléments de conjoncture, les Français et les entrepreneurs déplorent surtout que l'entrepreneuriat ne soit pas plus présent dans la campagne présidentielle.

Parler davantage de l'entrepreneuriat et de la création d'entreprise dans le débat public : une attente forte de la part des Français

Ainsi l'opinion publique considère que l'entrepreneuriat est un sujet trop peu évoqué aujourd'hui :

Seuls 15 % des français interrogés pensent que les candidats à l'élection présidentielle mettent suffisamment en avant, dans leurs programmes, des propositions permettant de développer l'entrepreneuriat et la création d'entreprise, contre 73 % affirmant l'inverse.

Or cette réalité apparaît d'autant plus dommageable aux yeux des Français qu'ils sont pour une grande majorité d'entre eux convaincus de l'importance de la création d'entreprise pour l'économie française, notamment en matière de croissance (66 %) et d'emploi (64 %), mais aussi pour l'attractivité de la France dans le monde (59 %). « Le décalage est grand. Les Français constatent que les responsables politiques parlent de nombreux sujets dont l'identité nationale, la sécurité ou le brexit. Ils n'évoquent pas les sujets qui répondent à leurs attentes », observe Benoist Grossmann, managing partner d'Idinvest Partners. « L'élan est là, il est chez les français, mais ces derniers ne ressentent pas l'alignement de la classe politique concernant cet engouement » complète Christophe Bavière, Président du Directoire d'Idinvest Partners.

Alain Juppé et Emmanuel Macron : deux responsables politiques attendus pour défendre l'entrepreneuriat

Dans ce contexte, deux candidats ressortent comme étant particulièrement crédibles pour porter la voix des entrepreneurs durant la campagne présidentielle :

37 % des Français déclarent faire confiance à Alain Juppé et **33%** à Emmanuel Macron pour défendre l'entrepreneuriat et les créateurs d'entreprises

Ce score est d'autant plus remarquable que ces deux responsables politiques dépassent largement ceux de tous leurs concurrents, puisque seuls 25 % des Français font confiance à François Fillon et Bruno Le Maire, 24 % à François Bayrou, 23 % à Nicolas Sarkozy et Arnaud Montebourg, et enfin 19 % à Nathalie Kosciusko-Morizet.

Ces résultats consacrant Alain Juppé comme le mieux à même de porter l'entrepreneuriat dans la campagne présidentielle sont d'autant plus significatifs que le maire de Bordeaux arrive en tête y compris chez les sympathisants de gauche (39 %, devant Arnaud Montebourg à 38 % et Emmanuel Macron à 37 %), tout en ressortant plus largement en tête chez les sympathisants de droite et du centre (65 %, devant Emmanuel Macron à 53 % et Nicolas Sarkozy à 52 %).

À noter enfin que Marine Le Pen ne convainc pas plus d'un quart des Français (25 %) sur sa capacité à défendre l'entrepreneuriat, alors même que de nombreuses intentions de vote situent son score de premier tour à un niveau plus élevé. Preuve que la candidate d'extrême-droite ne convainc toujours pas sur les enjeux économiques, y compris auprès de ses électeurs, et que son programme n'apparaît pas suffisamment crédible pour défendre la création d'entreprise en France.

Cinq priorités pour encourager la création d'entreprises

Conscients des difficultés actuelles, les Français mettent en avant, pour demain, un certain nombre de solutions prioritaires pour développer la création d'entreprise.

- Première solution : stabiliser la fiscalité

81 % des Français y sont favorables, et 48 % mettent même cette mesure en tête des priorités pour développer l'entrepreneuriat dans les années à venir : « garantir une fiscalité stable pour au minimum les cinq prochaines années », un moyen perçu comme essentiel par l'opinion publique pour limiter l'incertitude fiscale actuelle. « Des mesures fiscales en faveur de l'entrepreneuriat sont nécessaires. Aujourd'hui les Français ont plus intérêt à investir dans l'assurance-vie, les forêts ou les oeuvres d'art que dans une entreprise », résume Christophe Bavière, Président du Directoire d'Idinvest Partners.

- Seconde solution : un « service public de l'entrepreneuriat » apportant une aide diversifiée aux créateurs d'entreprises

Aider les entrepreneurs à lancer leur activité, afin de pallier au manque de moyens des entreprises nouvellement créées. Ainsi plus des trois quarts des Français (78 %) seraient favorables à des aides dédiées aux créateurs d'entreprise, certes financières mais aussi administratives et juridiques.

- Troisième solution : faciliter la transmission d'entreprise

Créer son entreprise pour laisser quelque chose et la transmettre à ses enfants : cette motivation est souvent forte chez les créateurs, pénalisés par les droits de succession. Or 77 % des Français seraient favorables à alléger les droits de succession pour faciliter la transmission.

- Quatrième solution : une fiscalité encourageant les investissements

La stabilité fiscale n'est pas tout, il faut également encourager les investisseurs : 71 % des personnes interrogées souhaiteraient « diminuer largement la fiscalité à destination des PME (au même titre que l'assurance-vie ou le Livret A) ». Plus généralement, l'opinion publique considère que la fiscalité devrait inciter en priorité les investissements dans la création d'entreprise (58 %) ou les PME qui innovent (56 %) plutôt que les espaces naturels (19 %), l'immobilier (10 %) ou les œuvres d'art (4 %).

- Cinquième solution : des formations à l'entrepreneuriat pour tous, salariés, étudiants comme demandeurs d'emploi

Enfin, la cinquième solution mise en avant par les Français pour développer l'entrepreneuriat dans les années à venir est liée à la formation. Les trois quarts des personnes interrogées souhaiteraient ainsi que soient proposées des formations à l'entrepreneuriat « dans tous les parcours scolaires ou universitaires » (77 %) mais aussi « pour tous les salariés et demandeurs d'emploi » (75 %).

A propos d'Idinvest Partners

Idinvest Partners est un acteur reconnu du Private Equity mid-market en Europe. Avec plus de 6,7 milliards d'euros sous gestion et plus de 80 collaborateurs, Idinvest Partners a développé plusieurs expertises : opérations de capital croissance à destination d'entreprises européennes jeunes et innovantes ; investissements primaires, secondaires, « private debt » ou activité de conseil en Private Equity. Créée en 1997 sous le nom d'AGF Private Equity, Idinvest Partners était une filiale d'Allianz jusqu'en 2010, date à laquelle la société s'est adossée au Groupe IDI pour devenir indépendante.

www.idinvest.com

CONTACTS PRESSE

IDINVEST PARTNERS

Marie-Claire Martin

mcm@idinvest.com

+33 1 58 18 56 6

STEELE & HOLT

Claire Guermond

claire@steeleandholt.com

+33 1 79 74 80 13